

#NOM# #Prénom#

#Adresse#

Monsieur Olivier BIANCHI
Maire de Clermont-Ferrand
Mairie de Clermont-Ferrand
10 Rue Philippe Marcombes
63000 CLERMONT-FERRAND

#VILLE# le #DATE#

Monsieur le Maire,

Nous, citoyens et résidents de Clermont-Ferrand, souhaitons attirer votre attention sur une question cruciale qui nécessite une mobilisation pleine et entière des autorités locales et nationales.

Depuis plusieurs semaines déjà, des familles et une trentaine d'enfants scolarisés dans les écoles clermontoises ont été expulsés des hébergements d'urgence par la préfecture du Puy-de-Dôme.

Chaque jour, nous sommes témoins de la détresse de femmes, d'hommes et d'enfants contraints de vivre dans l'incertitude et l'insécurité. A ce jour, des organisations démocratiques, des associations, des citoyen.n.e.s solidaires pallient aux carences et à l'inaction de l'Etat. Comme vous le savez, depuis le 11 avril dernier, plusieurs dizaines de ces familles se sont installées dans la Maison du Peuple. Ailleurs dans la ville, une cinquantaine de mineurs délaissés par le Département sont également sans solution, et certains dorment la semaine au Centre Jean Richepin.

Cet état de fait précaire ne peut être toléré. Ni pour les familles qui vivent dans des lieux inadaptés à leurs besoins, ni pour les citoyen.nes mobilisés qui n'ont pas les ressources nécessaires pour accompagner ces familles sur le moyen terme et ni pour la municipalité qui se voit priver de bâtiments destinés à un tout autre usage que l'hébergement d'urgence.

Face à un État qui ne prend pas ses responsabilités, la mairie doit rappeler que Clermont-Ferrand est une terre d'accueil. Si notre ville ne peut pallier l'ensemble des insuffisances de l'Etat, elle peut, comme à Bordeaux, Rennes, Grenoble ou Strasbourg, mettre à disposition des familles un hébergement d'urgence adapté à leurs besoins et ce en concertation avec les associations compétentes. La municipalité aurait alors la possibilité de déposer un recours indemnitaire contentieux contre l'Etat pour l'obliger à exercer sa compétence.

Dans l'attente de votre réponse et de vos actions concrètes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre haute considération.

#SIGNATURE »